



Le Président

Madame Brigitte FOURE
Maire d'Amiens
Hôtel de ville
BP 2720
80027 AMIENS cedex 1

Affaire suivie par : Frédérique DUGOU
Objet : Parc Zoologique - DDAE
Nos références : ID/10/21

Amiens, le 02 DEC. 2021

Madame le Maire,

La communauté d'agglomération Amiens Métropole exploite actuellement le parc zoologique métropolitain, sis 101, rue du Faubourg de Hem à Amiens, dans le cadre de l'autorisation délivrée par arrêté préfectoral du 17 décembre 2007 au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (I.C.P.E.).

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de réaménagement et de développement du parc zoologique, la communauté d'agglomération Amiens Métropole prévoit d'étendre le parc sur l'emprise foncière de l'ancien garage Picardie Poids Lourds dont elle a fait l'acquisition et d'y construire la nouvelle entrée du public ainsi qu'un nouveau bâtiment administratif et technique. En parallèle, une nouvelle plaine africaine sera aménagée sur l'emprise des anciens bâtiments administratifs et techniques voués à la démolition.

Les modifications apportées à l'installation étant considérées comme substantielles par les services de l'Etat, le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation au titre de la rubrique 2140 des I.C.P.E. est aujourd'hui nécessaire.

Aussi, conformément à la réglementation relative aux I.C.P.E. et notamment aux dispositions de l'alinéa I.11 de l'article D.181-15-2 du Code de l'Environnement, je sollicite votre avis sur l'état dans lequel devra être remis le site à terme lors de l'arrêt définitif de l'installation.

Cet avis doit en effet être joint au dossier I.C.P.E. qui sera déposé prochainement en Préfecture afin d'initier une démarche administrative de Demande d'Autorisation.

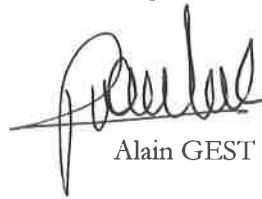


Dans le cadre de cette démarche, je vous propose qu'en cas d'arrêt définitif de l'exploitation du parc zoologique, le site soit remis dans un état compatible avec son usage initial à savoir :

- un usage industriel pour les emprises correspondant aux anciennes friches industrielle qui sont inscrites en zone UCh et Uba du PLU en vigueur à ce jour (parcelles cadastrées n° XP 36 à 38, BC 79, BC 82, BC 83 BC 92 et BC 93) ;
- un usage de zone naturelle pour les emprises inscrites en zone Ne du PLU en vigueur à ce jour (parcelles cadastrée n° BC 80, et BC 91).

En outre, les dispositions des articles R512-39-1 à R512-39-6 seront strictement appliquées en cas d'arrêt définitif de l'installation.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'expression ma considération distinguée.



Alain GEST